

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française 1 an 6 mois		
Ordinaire .....	1.300 frs	800 frs
Avion .....	3.300 frs	1.700 frs
ETRANGER 1 an 6 mois		
Ordinaire .....	1.600 frs	900 frs
Avion .....	3.750 frs	2.300 frs
PRIX	Au comptant à l'imprimerie : .....	
	75 frs	
DU	Par porteur ou par poste :	
	Togo, France et autres Pays d'expression française .....	
NUMERO	90 frs	
	Etranger Port en sus.	

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminant par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne .....	80 frs
minimum .....	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum .....	250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :  
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### ORDONNANCES

1974	
23 avril — Ordonnance n° 14 accordant la garantie de l'Etat à un prêt de la caisse centrale de co-opération économique à la banque togolaise de développement .....	236

#### DECRETS

1974	
23 avril — Décret n° 74-82 portant approbation du budget exercice 1974 du bureau national de recherches minières (BNRM) .....	236
23 avril — Décret n° 74-83 portant approbation de l'état de prévisions de recettes et dépenses et du compte prévisionnel d'exploitation de l'office national togolais de la pharmacie « TOGOPHARMA », exercice 1974 .....	237
24 avril — Décret n° 74-84 fixant les diverses indemnités du président de la cour suprême .....	237
26 avril — Décret n° 74-85 portant expulsion.	237

## ARRETES ET DECISIONS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1974	
24 avril — Arrêté n° 55-INT-STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions .....	237
30 avril — Arrêté n° 56 INT-STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes .....	237
Arrêtés portant nominations, titularisations, rappels à l'activité, révocation et rectificatif à un précédent arrêté portant nomination. ....	237

### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1974	
7 mai — Arrêté n° 54-PR-MDN portant création du bataillon commando parachutiste .....	239
Arrêtés portant promotion et inscription au tableau d'avancement .....	239

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1974	
29 avril — Arrêté n° 154-MFE-MTP-CFT portant majoration de 10 % des allocations viagères accordées aux agents permanents des CFT en retraite .....	239
30 avril — Décision n° 483-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Togofruit à Lomé .....	240
2 mai — Décision n° 523-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à divers organismes.	240
6 mai — Décision n° 495-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au centre de formation postale d'Abidjan .....	240
6 mai — Décision n° 499-MFE-F accordant une subvention à la chambre de commerce du Togo .....	241
6 mai — Décision n° 502-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à l'institut international des assurances de Yaoundé (Cameroun). ....	240

6 mai — Décision n° 518-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à l'union des radiodiffusions télévisions nationales d'Afrique (URTN) à Dakar (Sénégal).....	240
6 mai — Décision n° 536-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à l'école supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIJY).....	240
6 mai — Décision n° 537-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) à Genève .....	240
6 mai — Décision n° 538-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au centre hospitalier universitaire (CHU) de Lomé .....	240
4 mai — Décision n° 564-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO) .....	241
5 mai — Arrêté n° 162-MFE-SG autorisant la transformation d'un guichet périodique en guichet permanent .....	239
5 mai — Arrêté n° 163-MFE portant inscription sur la liste des banques et établissements financiers .....	239
<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>	
Arrêté et décision portant nomination .....	241

<b>MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>	
974	
6 avril — Arrêté n° 285-MFP portant promotion dans le corps du personnel des chemins de fer et du wharf .....	241
16 avril — Arrêté n° 286-MFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits .....	242
2 mai — Arrêté n° 304-MFP portant promotion dans le corps du personnel des chemins de fer .....	242
Arrêtés et décisions portant intégrations, admission dans divers corps de la fonction publique, titularisations, bonification d'ancienneté, d'échelon, reclassement, révision de situations administratives, constatation d'absences irrégulières et abaissement d'échelon .....	242

<b>MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE</b>	
974	
5 mai — Arrêté n° 12-Minfo portant attributions du directeur général adjoint de l'EDITOGO .....	248

<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE</b>	
974	
8 mai — Arrêté n° 7-MER-FC portant modification de l'arrêté n° 6-MER-EF du 28 mai 1966 portant réorganisation du service des eaux et forêts .....	249
Arrêté portant nomination et rectificatif à un précédent arrêté portant nomination .....	249

## DIVERS

<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>	
Arrêté portant intérim .....	249
<b>MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE</b>	
Arrêté portant approbation de rôles .....	250

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Situations de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bilans aux 31-3, 30-4 et 31-5-74) .....	250
Avis nécrologique .....	250

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### ORDONNANCES

**ORDONNANCE N° 14 du 23 avril 1974 accordant la garantie de l'Etat à un prêt de la caisse centrale de coopération économique à la banque togolaise de développement.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;  
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;  
Le conseil des ministres entendu,

#### ORDONNE :

Article premier. — La garantie de l'Etat sous forme d'aval sera accordée au prêt d'un montant de 6.000.000 de francs français, soit 300.000.000 de francs cfa. consenti par la caisse centrale de coopération économique à la banque togolaise de développement et destiné à faciliter le financement de ses opérations courantes.

A cette fin un accord de garantie sera conclu entre le ministre des finances et de l'économie, représentant le Gouvernement togolais et la caisse centrale de coopération économique.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 23 avril 1974  
Général G. Eyadéma

#### DECRETS

**DECRET n° 74-82 du 23 avril 1974 portant approbation du budget exercice 1974 du bureau national de recherches minières (B.N.R.M.).**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;  
Vu le décret n° 67-164 du 7 août 1967 portant création d'un fonds pour les recherches minières ;  
Vu le décret n° 68-107 du 5 juin 1968 portant création, organisation et administration du bureau national de recherche minières en République togolaise ;  
Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications ;  
Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

Article premier. — Le budget du bureau national de recherches minières — exercice 1974 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cent soixante deux millions six cent quarante cinq mille deux cent trente (162.645.230) francs, soit :

— Compte recherches minières (HORS BUDGET)	46.000.000
— BUDGET GENERAL	16.645.230
— BUDGET D'INVESTISSEMENT	100.000.000

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 avril 1974  
Général G. Eyadéma

**DECRET n° 74/83 du 23 avril 1974 portant approbation de l'Etat de prévisions de recettes et dépenses et du compte prévisionnel d'exploitation de l'office national togolais de la pharmacie « TOGOPHARMA », exercice 1974.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et des affaires sociales :

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 7 du 16 mars 1967 portant création de l'office national togolais de la pharmacie « TOGOPHARMA » ;

Le conseil des ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier — L'état de prévisions de recettes et de dépenses et le compte prévisionnel d'exploitation de l'office national de la pharmacie « TOGOPHARMA », exercice 1974 sont approuvés et arrêtés comme suit :

a) *Etat de prévisions de recettes et de dépenses*

**Recettes :** 980.850.000 (neuf cent quatre-vingt millions huit cent cinquante mille).

**Dépenses :** 785.350.000 (sept cent quatre-vingt-cinq millions trois cent cinquante mille).

b) *Résultat prévisionnel d'exploitation*

138.500.000 (cent trente-huit millions cinq cent mille).

Art. 2 — le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 avril 1974  
Général G. Eyadéma

**DECRET n° 74/84 du 24 avril 1974 fixant les diverses indemnités du président de la cour suprême.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;

Vu le décret 72-20 du 21 janvier 1972 fixant la composition du gouvernement ;

Vu la loi n° 64-11 du 31 octobre 1964 portant création de la cour suprême ;

Sur proposition du ministre des finances et de l'économie,

**D E C R E T E :**

Article premier — Les indemnités mensuelles du président de la cour suprême sont fixées ainsi qu'il suit :

— Indemnité principale 100.000 f

— Indemnité de fonction 30.000 f.

Art. 2 — Lorsque le président de la cour suprême aura utilisé son véhicule personnel pour les besoins

du service, il percevra une indemnité forfaitaire mensuelle de 30.000 f.

Art. 3 — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées, notamment le décret n° 66-29 du 31 janvier 1966 et le décret n° 67-80 du 17 mars 1967.

Art. 4 — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'application du présent décret qui prend effet pour compter de la date de nomination de l'intéressé et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 24 avril 1974

Général G. Eyadéma

**Expulsion**

Décret n° 74-85 du 26/4/74 — Il est enjoint aux nommés Massoud-Khadar et Azar Michel Elias, tous deux commerçants de nationalité libanaise, domiciliés respectivement au quartier Adabraka à Accra et Avenue Duisbourg à Lomé, accusés d'avoir enfreint à la réglementation des relations financières extérieures de la République togolaise, de quitter le Togo dans un délai de 24 heures.

Il est interdit aux intéressés de réparaître sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**

**Autorisations spéciales de dépenses**

Arrêté n° 55-INT/STCS du 24/4/74 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Atakpamé et Sokodé, exercice 1974 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1973 pour faire face aux dépenses du mois d'avril 1974.

Arrêté n° 56-INT/STCS du 30/4/74 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Atakpamé, Sokodé et Bas-sari, exercice 1974 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1973 pour faire face aux dépenses du mois d'avril 1974.

**Nominations**

Arrêté n° 57-INT-DSN-DAPM du 2/5/74 — En application des dispositions prévues par les articles 52 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et 61 du décret 69-122 du 10 juin 1969, M. Tchafalo Soulev-mane, élève-gardien de la paix, est nommé Gardien de la paix stagiaire indice 325 — chapitre 14 — article 7 du budget général) à compter du 15 janvier 1974.

Pendant toute la durée de sa situation de fonctionnaire stagiaire, M. Tchafalo Soulev-mane :

- 1°) ne sera pas assujéti à l'exercice des retenues pour constitution de pension de retraite, conformément aux dispositions prévues par l'article 61 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ;
- 2°) bénéficiera de l'indemnité de risques au taux de gardien de la paix conformément aux dispositions prévues par l'article 5 du décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

Arrêté n° 59/INT/CGC du 2/5/74 — Les personnels du corps des gardiens de circonscription dont les noms suivent sont nommés aux grades ci-après pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1974 :

*Pour le grade de MDL  
les 1<sup>re</sup> classe*

Sanwogou Lamboni, mle 106 échelon 6 indice 700  
Kegberi Nabassé, mle 303 échelon 6 indice 700  
Djabri Laré, mle 123 échelon 6 indice 700  
Ayena F. Gbessi, mle 116 échelon 5 indice 650  
Meze Yacoubou, mle 194 échelon 4 indice 600  
N'da Roger, mle 207 échelon 4 indice 600

*Pour le grade de 1<sup>re</sup> classe  
les 2<sup>e</sup> classe*

Djimagni Foly Gabriel, échelon 4 indice 420  
Sovegnon Clément, mle 320 échelon 4 indice 420  
Bewui Bado Célestin, mle 300 échelon 2 indice 360  
Blipo N'Guissan, mle 301 échelon 2 indice 360  
Laou Emmanuel, mle 290 échelon 2 indice 360  
Koumaroka Lakou, mle 296 échelon 2 indice 360  
Tchengone B. Bawa, mle 306 échelon 2 indice 360.

Le traitement des intéressés reste imputable au chapitre 14, article 5 — paragraphe 3 du budget général.

Arrêté n° 66/INT/DSN/DAPM du 13-5-74 — En application des dispositions prévues par les articles 48 et 51 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ainsi qu'à celles prévues par l'article 11 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, l'élève-commissaire de police Ayao Edouard est nommé commissaire de police stagiaire (indice 1350 — chapitre 14, article 7 du budget général) à compter du 1<sup>er</sup> février 1974.

Pendant la durée de sa situation de fonctionnaire stagiaire, M. Ayao Edouard :

- 1°) sera assujéti à l'exercice des retenues prévues pour constitution de pension de retraite ;
- 2°) bénéficiera de l'indemnité de risque au taux de commissaire de police conformément à l'article 5 du décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

### Titularisations

Arrêté n° 58/INT/DSN/DAPM du 2-5-74 — M. Kantem Milaka, gardien de la paix stagiaire, qui a accompli la période de son stage réglementaire, est titularisé dans son emploi et nommé gardien de la paix 1<sup>er</sup> échelon (indice 350 — chapitre 14 — article 7 du budget général) à compter du 5 janvier 1974.

Arrêté n° 60-INT-DSN-DAPM du 2/5/74 — M. Lamboni Laurent, officier de police adjoint stagiaire, qui a accompli la période de son stage réglementaire, est titularisé dans son emploi et nommé officier de police adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (A.C. 1 an) à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1972.

M. Lamboni Laurent, qui conserve une ancienneté de 1 an, est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1973.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1<sup>er</sup> mars 1974.

### Rappels à l'activité

Arrêté n° 61/INT/DSN/DAPM du 6-5-74 — M. Nayo Céphas, gardien de la paix 5<sup>e</sup> échelon, exclu temporairement de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois à compter du 1<sup>er</sup> février 1974, est rappelé à l'activité pour compter du 2 mai 1974.

Arrêté n° 63/INT/DSN/DAPM du 8-5-74 — M. Olympio Joseph, gardien de la paix 6<sup>e</sup> échelon, exclu temporairement de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois à compter du 1<sup>er</sup> février 1974, est rappelé à l'activité pour compter du 2 mai 1974.

### Révocation

Arrêté n° 65/INT/DSN-DAPM du 9/5/74 — M. Gbadoe Antoine, gardien de la paix 4<sup>e</sup> échelon du cadre spécial de la sûreté nationale, est révoqué de ses fonctions pour faute grave en service.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 1974.

### Rectificatif

RECTIFICATIF du 13/5/74 à l'arrêté n° 148/INT/DSN-DAPM du 17 décembre 1973 portant nomination en qualité de fonctionnaires stagiaires.

### Au lieu de :

En application des dispositions prévues par les articles 48 et 51 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ainsi qu'à celles prévues par l'article 35 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les élèves officiers de police adts ci-dessous désignés sont nommés officiers de police adjoints stagiaires (indice 650, chapitre 14 — article 7 du budget général) à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1973 :

Daketse Timothée	Mensah-Daku Andréas
Kogbe Seth	Megbenou Gérard
Kombaté Clément	Tchindo Paul.
Meba Adolphe	

### Lire :

En application des dispositions prévues par les articles 48 et 51 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ainsi qu'à celles prévues par l'article 35 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les élèves officiers de police adjoints ci-dessous désignés, sont nommés officiers de police adjoints stagiaires :

*indice 650 pour*

Dakette Timothée	Mensah-Daku Andréas
Kogbe Seth	Megbenou Gérard
Kombaté Clément	Tchindo Paul

indice 900 pour M. Meba Adolphe.  
(chapitre 14 — article 7 du budget général) pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1973.

Le reste sans changement.

**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE****ARRETE n° 54/PR/MDN du 7 mai 1974 portant création du bataillon commando parachutiste.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE,

Vu les ordonnances n°s 15 du 14 avril 1967 et 18 du 4 août 1969 ;  
Vu le décret n° 74-8 du 21 janvier 1974 fixant la composition du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 10-D-PR-MDN du 31 décembre 1969 portant création du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais ;

Vu l'arrêté n° 32-MDN du 29 mars 1974 portant création du centre d'instruction para-commando ;

Vu l'instruction ministérielle n° 56-MDN du 29 mars 1974 portant l'instruction, l'organisation et le fondement du centre d'instruction para-commando ;

Vu les lois n° 63-7 du 17 juillet 1963 et n° 64-26 du 31 octobre 1964 ;

Vu le décret n° 65-46 du 16 mars 1965 modifiant l'échelonnement indiciaire de militaires de l'armée nationale togolaise et portant attribution d'indemnités particulières ;

Sur proposition du chef d'état-major de la défense nationale,

**ARRETE :**

Article premier — A compter du 1<sup>er</sup> juin 1974, est créé le bataillon commando parachutiste du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais, basé au camp de Témédja, comprenant :

- 1 — Un état-major de bataillon,
- 2 — Deux compagnies de combat.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1974.

Général G. Eyadéma

**Promotion**

Arrêté n° 51-PR-MDN du 2/5/74 — Est promu au grade de colonel — échelon unique indice 3.000 dans les forces armées togolaises pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1974, le lieutenant-colonel Djafalo Alidou.

**Tableau d'avancement**

Arrêté n° 52-PR-MDN du 2/5/74 — Le lieutenant-colonel Assila James, en service au 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais, est inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1974.

**MINISTERE DES FINANCES  
ET DE L'ECONOMIE****ARRETE n° 154/MFE/MPT. du 29 avril 1974 majoration de 10 % des allocations viagères accordées aux agents permanents des CFT. en retraite**

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu l'arrêté n° 446-55-ITLS du 27 avril 1955 instituant une allocation viagère aux agents permanents en retraite au réseau des chemins de fer du Togo comptant plus de 20 ans de services ininterrompus ;

Vu la circulaire n° 25-PM-MTAS-FP du 27 octobre 1958 relative à l'attribution d'allocation viagère aux agents permanents ;

Vu le décret n° 74-7 du 21 janvier 1974 portant augmentation de salaire,

**ARRETE :**

Article premier — Les agents permanents du réseau des chemins de fer du Togo en retraite bénéficient d'une majoration de 10% sur leurs allocations viagères pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 avril 1974

Ed. Kodjo

**ARRETE n° 162/MFE/SG du 15-5-74 autorisant la transformation d'un guichet périodique en guichet permanent.**

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la demande déposée par la banque togolaise de développement ;

Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit, et notamment ses articles 31 et 32 ;

Vu le décret n° 65-152 du 29 septembre 1965, notamment ses articles 14 ;

Vu l'arrêté n° 104-MFE du 21 février 1973 ;

Vu l'avis de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

Vu l'avis du comité des banques et établissements financiers,

**ARRETE :**

Article premier — La banque togolaise de développement est autorisée à transformer en guichet permanent, son guichet périodique de Lama-Kara.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1974

Ed. Kodjo.

**ARRETE n° 163/MFE du 15 mai 1975 portant inscription sur la liste des banques et établissements financiers.**

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire, et notamment son article 8 ;

Vu l'avis du comité des banques et établissements financiers ;

Vu l'avis de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

**ARRETE :**

Article premier. — La banque togolaise pour le commerce et l'industrie (B.T.C.I.) est inscrite sur la liste des banques et établissements financiers comme banque

commerciale sous le numéro BC 2, en remplacement de la banque nationale de Paris.

Art. 2. — La banque nationale de Paris est radiée de ladite liste.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, 15 mai 1974

Ed. Kodjo

### Autorisations de paiement

Décision n° 483-MFE-F du 30/4/74 — Est autorisé le paiement au profit de Togofruit de la somme de dix millions (10.000.000) de francs représentant la première tranche de la participation de l'Etat au capital social de cet organisme.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 230-A ouvert auprès de la CNCA à Lomé au nom de Togofruit.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1974, chapitre 42, article 18.

Décision n° 523/MFE-F du 2/5/74 — Est autorisé le paiement de la somme de dix huit millions deux cent vingt huit mille neuf cents (18.228.900) francs, représentant le montant de la commande d'engrais, d'insecticide et de pulvérisateurs faite par la société togolaise de coton.

Cette somme sera mandatée et virée aux comptes bancaires ci-après désignés :

— Compte n° 30.602.563/L — STPEC ouvert à la société Ivoirienne de Banque Abidjan	13.929.300 F
— Compte n° 011.279 N SOFACO ouvert à la B.I.A.O. — Lomé —	3.180.000 F
— Compte n° 000.502.89 UNICOMER ouvert à la BNP — Lomé —	1.119.600 F
<b>TOTAL</b>	<b>18.228.900 F</b>

La dépense est imputable au budget général, exercice 1974, chapitre 42, article 17.

Décision n° 495/MFE-F du 6/5/74 — Est autorisé le paiement au profit du centre de formation postale d'Abidjan, de la somme de trois millions sept cent trente six mille trois cent sept (3.736.307) francs cfa représentant la contribution du Togo au budget de fonctionnement dudit centre au titre de l'année scolaire 1972-1973.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 24-021 B.I.C.I.C.I. Abidjan ouvert au nom du PNUD.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 502/MFE-F du 6/5/74 — Est autorisé le paiement au profit de l'institut international des assurances de Yaoundé (Cameroun), de la somme de quatre

cent trente huit mille sept cent cinquante (438.750) francs cfa représentant la contribution du Togo aux frais de fonctionnement dudit institut au titre de l'année 1973.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 421-11 ouvert dans les écritures du trésor camerounais.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 518-MFE-F du 6-5-74 — Est autorisé le paiement au nom de l'union des radiodiffusions télévisées nationales d'Afrique (U.R.T.N.A.), de la somme de deux millions soixante sept mille (2.067.000) francs cfa représentant la contribution du Togo au budget de cet organisme au titre de l'année 1973.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 950-031 ouvert auprès de l'union sénégalaise de banque, 101, rue Carnot Dakar (Sénégal), au nom de l'URTNA.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 536-MFE-F du 6-5-74 — Est autorisé le paiement au profit de l'école supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (E.S.I.J.Y.), de la somme de sept millions sept cent quatre vingt et un mille sept cent un (7.781.701) francs cfa représentant la contribution du Togo à ladite école au titre de l'année scolaire 1973-1974.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 1009 ouvert auprès de la société Générale de banque à Yaoundé au nom de l'E.S.I.J.Y.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1974, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 537-MFE-F du 6-5-74 — Est autorisé le paiement au profit de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), villa le Bocage, Palais des Nations à Genève, compte ouvert à la Lloyds bank Europe Limited à Genève (Suisse), de la somme de un million huit cent quatre mille cent vingt cinq (1.804.125) francs cfa soit 25.500 francs suisses représentant la contribution du Togo au budget de cet organisme au titre de l'année 1973.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 538-MFE-F du 6/5/74 — Est autorisé le paiement au profit du centre hospitalier universitaire (CHU) de Lomé, de la somme de cinquante deux millions (52.000.000) francs cfa représentant la contribution du budget général au budget autonome dudit centre au titre de l'année 1973.

Cette somme sera mandatée et virée au nom du trésorier-payeur pour alimenter le compte du CHU ouvert dans ses écritures.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 2.



Décision n° 564-MFE-F du 14/5/74 — Est autorisé le paiement au profit de l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO), de la somme de soixante et un millions quatre vingt dix mille huit cent cinquante (61.090.850) francs cfa. représentant un complément de subvention accordée par l'Etat audit établissement pour l'acquisition de certains matériels de travail.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 089 ouvert dans les écritures du trésor au nom de l'Editogo.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1974, chapitre 42, article 2.

### Subvention

Décision n° 499-MFE-F du 6/5/74 — Une subvention de trente millions (30.000.000) de francs cfa est accordée à la Chambre de Commerce du Togo au titre de l'année 1974.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 30-009 ouvert auprès de l'Union togolaise de Banque au nom de ladite chambre.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1974, chapitre 42, article 6.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Nominations

Décision n° 107-MEN du 26/4/74 — M. Binga Emmanuel, professeur de 3e classe 2e échelon, régisseur de la caisse d'avance de l'école normale supérieure d'Atakpamé, est nommé billeteur de cet établissement.

L'intéressé a droit aux indemnités de billetterie prévues par les textes en vigueur.

Arrêté n° 15-MEN du 8/5/74 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 11/MEN du 24 juin 1970 portant nomination.

M. Kueviakoé Valentin, attaché d'administration de 1re classe 3e échelon est nommé directeur du bureau universitaire de statistique au ministère de l'éducation nationale, en remplacement de M. Amouzou A. François appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Promotions

Arrêté n° 285-MFP du 26/4/74 — Sont promus au titre de l'année 1972 les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps des chemins de fer et du wharf :

### Premier semestre

#### CADRE DES AGENTS DE MAITRISE (catégorie C)

##### Chefs de station

Au grade de chef de station principal de classe, exceptionnelle

Pour compter du 13 mars 1972

Ayeboua Christophe, chef de station principal 3e échelon (A.C. 2 ans 8 mois 12 jours)

Au grade de chef de station principal 1er échelon

Pour compter du 1er janvier 1972

Sanvee Victor

Agossou Félix

Folly Philippe

Chefs de station de 1re classe 3e échelon

##### Surveillants

Au grade de surveillant principal 1er échelon

Pour compter du 1er janvier 1972

Djaodo A. Laurent, surveillant de 1re classe 3e échelon

##### Contremaîtres

Au grade de contremaître principal 1er échelon

Akakpo Félix, contremaître de 1re classe 3e échelon

### Deuxième semestre

#### CADRE DES AGENTS DE MAITRISE (catégorie C)

##### Chef de station

Au grade de chef de station principal 1er échelon

Pour compter du 1er juillet 1972

Awitor Christophe, chef de station de 1re classe 3e éch.

#### CADRE DES AGENTS SPECIALISES (catégorie D)

##### Chefs de canton

Au grade de chef de canton de 1re classe 1er échelon

Pour compter du 1er juillet 1972

Walada Marcellin, chef de canton de 2e classe 4e échelon (ancienneté épuisée)

Ezi Awodonou Samuel, chef de canton de 2e classe 4e échelon (ancienneté épuisée)

##### Ouvriers

Au grade d'ouvrier de 1re classe 1er échelon

Pour compter du 1er juillet 1972

Lawson Koundé Vincent, ouvrier de 2e classe 4e échelon (ancienneté épuisée)

Aziadapou Cyprien, ouvrier de 2e classe 4e échelon (ancienneté épuisée)

##### Mécanicien

Au grade de mécanicien de 1re classe 1er échelon

Pour compter du 1er juillet 1972

Agbeka Antoine, mécanicien de 2e classe 4e échelon (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 286/MFP du 26-4-1974 — Sont promus au titre de l'année 1972, les fonctionnaires ci-dessous désignés appartenant au corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits :

**CADRE DES INGENIEURS D'AGRICULTURE**  
(catégorie A2)

*Au grade d'ingénieur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*

*Pour compter du 12 août 1972*

Gbadamassi Lamidi, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> éch.

**CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES**  
D'AGRICULTURE (catégorie C)

*Au grade d'adjoint technique principal 1<sup>er</sup> échelon*

*Pour compter du 18 août 1972*

Salandja Bounlélé Célestin, adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (A.C. 8 mois 17 jours.).

Arrêté n° 304/MFP du 25/5/74 — MM. Atiopou T. Fabien et Folikoué Pierre, facteurs de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des chemins de fer seront promus au grade de facteurs de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1972 (ancienneté épuisée).

**Intégrations**

Arrêté n° 277/MFP du 25/4/1974 — Les adjoints-techniques d'agriculture dont les noms suivent, titulaires du diplôme de cadre technique du développement de l'institut panafricain pour le développement de Douala (Cameroun) (option développement régional) sont intégrés dans les conditions suivantes dans le cadre des ingénieurs-adjoints d'agriculture (catégorie B) et restent mis à la disposition du ministre de l'économie rurale :

Nom et prénoms	Situation actuelle	Nouvelle situation (cat. B)	A. C.
Lalende Issa .....	adjoint-technique de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon indice 700	ingénieur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	néant
Ogoutan Benoît .....	adjoint-technique de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon indice 700	ingénieur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	néant
Gatzaro A. Emile .....	adjoint-technique de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	ingénieur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	1 a 2 m 1 j.
Assogba Pierre .....	adjoint-technique de 1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon indice 800	ingénieur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon indice 850	néant
Tomety Honoré .....	adjoint-technique de 1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon indice 850	ingénieur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon indice 850	9 m 1 jour
Morou Mahamadou .....	adjoint-technique de 1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon indice 850	ingénieur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon indice 850	1 a 1 jour

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 juillet 1973.

Arrêté n° 287/MFP du 26/4/1974 — M. Kokou Saya Emmanuel, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (indice 850) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis au concours professionnel du certificat d'aptitude pédagogique (CAP) (session 1972), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie B-indice 850) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973 — A.C. : 1 an 6 mois).

M. Kokou Saya est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 288/MFP du 26/4/1974 — Mlle d'Almeida Juliette, institutrice de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (indice 750), titulaire de diplôme d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire — documentaliste de l'Institut catholique de Paris, est rayée de son corps d'origine et intégrée dans celui des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'adminis-

tration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) pour compter du 11 août 1973.

L'intéressée conserve son affectation actuelle.

Arrêté n° 289-MFP du 26/4/74 — M. Thossa Maurice et Mme Mensah Cécile, commis du trésor de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 789/MFP du 23 octobre 1973, sont intégrés dans le corps des fonctionnaires du trésor en qualité d'agent de recouvrement de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C-indice 550).

Les intéressés conservent leur affectation actuelle.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1974.

Arrêté n° 290-MFP du 26/4/74 — M. Kavege Théodore, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du



diplôme de techniciens supérieurs (spécialité élevage) de l'institut polytechnique rural de Katibougou (République du Mali) est rayé du corps de l'enseignement et intégré dans celui des fonctionnaires de l'agriculture, des eaux et forêts, de l'élevage et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur-adjoint d'élevage de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750), pour compter du janvier 1974 et reste mis à la disposition du ministre de l'économie rurale.

Arrêté n° 302-MFP du 2-5-74 — M. Savi de Tové Hector, agent décisionnaire est intégré comme suit dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint technique 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B-indice 750) pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1974, A.C. : 11 ans 10 mois et reste mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision (budget autonome de l'Editogo).

La situation administrative de M. Savi de Tové est rétablie de la façon suivante :

1-4-74 — adjoint technique 2<sup>e</sup> échelon — A.C. 9 ans 10 mois  
 1-4-74 — adjoint technique 3<sup>e</sup> échelon — A.C. 7 ans 10 mois  
 1-4-74 — adjoint technique 4<sup>e</sup> échelon — A.C. 5 ans 10 mois  
 1-4-74 — adjoint technique principal 1<sup>er</sup> échelon — A.C. 3 ans 10 mois  
 1-4-74 — adjoint technique principal 2<sup>e</sup> échelon-A.C. 1 an 10 mois.

Arrêté n° 303-MFP du 2/5/74 — Les candidats ci-après désignés admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 557-MFP du 1<sup>er</sup> août 1973 sont intégrés dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits dans les conditions suivantes et restent mis à la disposition du ministre de l'économie rurale :

Nom et prénoms	Situation actuelle	Nouvelle situation (catégorie B)	A. C.
Kouassi Sylvestre .....	adjoint-technique de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon indice 700	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	néant
Djossa Ambroise .....	adjoint-technique de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon indice 700	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	—
Apeleté David .....	adjoint-technique de 1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon indice 800	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon indice 850	néant
Koudadje T. Pierre .....	adjoint-technique de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon indice 700	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	23 jours
do Rego Blaise .....	adjoint-technique de 1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon indice 800	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon indice 850	néant
Blivi Linus .....	adjoint-technique de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon indice 700	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	néant
Sodatonou Robert .....	adjoint-technique de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon indice 700	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	néant
Dossavi Gabriel .....	adjoint-technique de 1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon indice 850	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon indice 850	8 m 1 jour
Houinato Dorothé .....	adjoint-technique de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon indice 700	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	—
Attisso Philippe .....	adjoint-technique de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon indice 700	ingénieur-adjoint du conditionnement des produits de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon indice 750	—

Le présent arrêté prend effet pour compter du 15 mars 1974..

Arrêté n° 310-MFP du 6-5-74 — Les agents permanents ci-après désignés admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 557-MFE du 1<sup>er</sup> août 1973 sont intégrés dans le corps des fonctionnaires du conditionnement des produits en qualité de préposé de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie D — indice 270) et mis à la dis-

position du ministre de l'économie rurale (chap. 20, article 11 du budget général) :

Apeco Emmanuel, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Kalolowa A. Emmanuel, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle D

Agbekponou Alphonse, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle D

Ayaba Théophile, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Wussinu K. Rémy, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle D

Atake Antoine, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Agble K. Léon, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Melebou Vincent, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Ali Tchaa Apollinaire, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Taflatse Gervais, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Lemou Gerson, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Attigbé A. Bonaventure, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Kagnian Jean Maga, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle D

Adjikou K. Benoît, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Kouma K. Robert, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Kangbangui P. Lébenadame, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Tchendo Vincent, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Nayo Aritime Marcel, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Agbou Soher Emmanuel, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D

Kodjovi Yao Marcellin, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle D

N'laba Augustin, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle D.

Les agents dont la rémunération serait supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conservent à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent les émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter du 15 mars 1974.

Arrêté n° 311-MFP du 6-5-74 — M. Nakpane Bernard, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (indice 800) admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (CAP) (session de 1972) est intégré dans la hiérarchie supérieure du corps des fonctionnaires de l'enseignement au grade d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie B — indice 850) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973 — AC 9 mois 17 jours.

Arrêté n° 312-MFP du 6-5-74 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 32-MFP du 11-1-74 portant intégration.

M. Agbotcho Madatina, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires

de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) pour compter du 20-9-73.

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter du 11 janvier 1974.

### Admissions

Arrêté n° 270-MFP du 23/4/74 — M. Adjantelo Allo Théodore, ex-moniteur de l'enseignement privé catholique, titulaire du certificat d'aptitude au monitoriat (C.A.M.), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à M. Adjantelo pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement privé catholique de mars 1959 à juin 1972 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-343 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Adjantelo est reprise comme suit :

moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6 ans bonification

moniteur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 4 ans bonification

moniteur de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 2 ans bonification

moniteur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 271-MFP du 25-4-74 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme de cadre technique du développement de l'institut panafricain pour le développement de Douala (Cameroun) (option gestion des entreprises et coopératives) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs-adjoints d'agriculture de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et restent mis à la disposition du ministre de l'économie rurale.

Amouzou Kokou Alexandre, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie hors échelle

Lokossou Katèvi Jérôme, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle D.

Labdiedo Féléda Théophile, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle B.

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 juillet 1973.

Arrêté n° 272-MFP du 25-4-74 — M. Aziaha Yawo Paul, titulaire de la maîtrise de géographie de l'université de Toulouse-Le Mirail (France) et du diplôme de maîtrise

se d'ouvrage en aménagement et urbanisme est admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre du plan (chapitre 6, article 7, paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 273-MFP du 25-4-74 — M. Sogoyou Jean, titulaire du diplôme d'études collégiales de formation professionnelle en technique de la mécanique du collège d'enseignement général de Levis-Lauzon (Canada) est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 274-MFP du 25-4-74 — M. Weka Kodjo Charles, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, qui a suivi avec succès le stage de formation de contrôleur polyvalent à l'école de commerce intérieur et des prix à Paris est, en attendant la parution du statut particulier du personnel du commerce et de l'industrie, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre du commerce et de l'industrie (chapitre 30, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 275-MFP du 25-4-74 — Mme Djabie Rita (née d'Almeida), titulaire du diplôme universitaire de technologie, de l'institut universitaire de technologie de Rennes, (option animation socio-culturelle) est admise dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mise à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 13 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 276-MFP du 25-4-74 — M. Simboou Babozou Justin, titulaire du B.E.P.C. et du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 279-MFP du 26-4-74 — M. Siggini Akuété Francis Stanley, titulaire du «general certificate of education (advanced level)» et du diplôme de l'association de bibliothécaires de Grande-Bretagne est, en attendant la parution du statut particulier des bibliothécaires et documentalistes, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 42, article 16 du budget autonome de l'université du Bénin).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 281-MFP du 26-4-74 — M. Lawson Latévi Claude, titulaire du brevet d'études du premier cycle (BEP) et du brevet d'études professionnelles (BEP) (spécialité comptable-mécanographe) est, en attendant le statut particulier du personnel de secrétariat, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 4, paragraphe 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 282-MFP du 26-4-74 — M. Ekon Pierre, titulaire du diplôme d'études du travail et de la sécurité sociale et du diplôme d'études sociales est, en attendant la parution du statut particulier des fonctionnaires de l'administration du travail, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du directeur général du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale (chap. 24, art. 5, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 283-MFP du 26-4-74 — M. Koudry Benoît, titulaire du diplôme universitaire de technologie et du certificat de technique économique et de gestion est, en attendant la parution du statut particulier du personnel de la gestion des entreprises admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1.100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 42, article 16 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 284-MFP du 26-4-74 — M. Kodjo Eklou Ambroise, ex-moniteur du cours secondaire privé Bouillagui Fadiga (Rép. du Mali), titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM), est admis dans le corps des fonction-

naires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 1<sup>er</sup> mois 10 jrs. est accordée à M. Kodjo pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement privé Bouillagui Fadiga (Rép. du Mali) d'octobre 1967 à juin 1972 en application des dispositions de l'article 31 nouveau du décret n° 694113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Kodjo est reprise comme suit :

moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 3 ans 1<sup>er</sup> mois 10 jours bonification

moniteur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 1 an 1<sup>er</sup> mois 10 jours bonification.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 314-MFP du 6-5-74 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Tsogbé Koudzo Georges l'arrêté n° 720-MFP du 3 octobre 1973 portant nomination et révision de situation administrative.

M. Tsogbé Koudzo Georges, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.) — session 1972 — est admis dans le corps des fonctionnaires d'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 24 octobre 1973, date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 315-MFP du 6-5-74 — M. Adeleye Georges, licencié en sciences économiques de l'université de Rennes et titulaire du diplôme de l'école nationale des douanes de Neuilly (France) est admis dans le corps des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie, (chapitre 8, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 316-MFP du 6-5-74 — Mme Bartet Antoinette (née d'Almeida), agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle C, titulaire du diplôme de graduée en sciences du travail de l'université libre de Bruxelles (Belgique) est, en attendant la parution du statut du personnel de l'administration du travail, admise dans le corps des fonctionnaires de l'administration général en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550).

L'intéressée conserve son affectation actuelle.

Mme Bartet dont la rémunération est supérieure à celle de sa catégorie actuelle, conservera son salaire jusqu'à

sa signature.

ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne un traitement égal ou supérieur.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de

Arrêté n° 317-MFP du 6-5-74 — M. Attiogbe Aboudou Yayéhd Macaire, titulaire du baccalauréat de l'enseignement secondaire et du brevet de technicien supérieur (spécialité élevage) de l'institut polytechnique rural de Kati-bougou (Rép. du Mali) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur adjoint d'élevage de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 9 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 318-MFP du 6-5-74 — M. Matey Maté Damasios, sociologue, diplômé de l'institut d'études internationales de l'université des sciences de Toulouse (France) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Titularisations

Arrêté n° 278-MFP du 25-4-74 — M. Afanou Clément inspecteur central de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires du trésor, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 17 juillet 1973 — A.C. : 1 an.

Arrêté n° 306-MFP du 2-5-74 — M. Djokeh Yao Joseph, instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.) session 1971, est titularisé dans son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972 (ancienneté conservée 1<sup>er</sup> an).

M. Djokeh est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973.

Arrêté n° 308-MFP du 3-5-74 — M. Koussanthe Gratien, instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.) — session de 1972 — est titularisé dans son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973 (ancienneté conservée 1<sup>er</sup> an).

Arrêté n° 319-MFP du 6-5-74 — est et demeure rapporté en ce qui concerne MM. Eдорh Jean et Bessoukpeglo Albert, l'arrêté n° 41-MFP du 15 janvier 1974 portant titularisation.

MM. Eдорh et Bessoukpeglo Albert, instituteurs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude de pédagogie (CAP-ENI) session de l'année 1972, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973.

MM. Bessoukpeglo et Eдорh, précédemment instituteurs-adjoints dont l'indice de traitement était supérieur à celui attaché à leur nouvelle situation, sont reclassés comme suit, dans le cadre des instituteurs (catégorie B) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973.

Bessoukpeglo Albert, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (indice 850) A.C. 1<sup>er</sup> 6m.

Eдорh Jean, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (indice 850) ancienneté épuisée. M

M. Bessoukpeglo est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973 (ancienneté épuisée).

#### Bonification d'ancienneté, d'échelon et reclassement

Arrêté n° 294-MFP du 30-4-74 — Des bonifications d'ancienneté sont accordées dans les conditions suivantes aux préposés du corps des fonctionnaires des douanes ci-après désignés en application des dispositions de l'article 31<sup>er</sup> du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 :

Nom et prénoms	Date d'engagement	Bonification des. 2/3	Ancienneté conservée	Ancienneté totale
Amidou Gado	1-2-64	5 ans	1 an	6 ans
Baley Justin	1-8-65	4 ans	1 an	5 ans
Amadou Mériça	12-12-69	1 an 2 m 13 jours	1 an	2 a 2 m 13 jours
Bayer Salissou	28-4-69	1 a 6 m 2 jours	1 an	2 a 6 m 2 jours
Ouro Djobo	14-1-69	1 a 8 m 12 jours	1 an	2 a 8 m 12 jours
Adolehoume Charles	1-9-66	3 a 1 mois	1 an	4 ans 1 mois
Kondine A. Théodore	19-3-70	1 a 8 jours	1 an	2 ans 8 jours
Boukari Ali	9-8-68	2 a 15 jours	1 an	3 a 15 jours
Malou Sylvestre	14-1-69	1 a 8 m 12 jours	1 an	2 a 8 m 12 jours

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

#### Amidou Gado

- 3.9.72 — préposé 1<sup>er</sup> échelon + 6 ans A.C.
- 3.9.72 — préposé 2<sup>e</sup> échelon + 4 ans A.C.
- 3.9.72 — préposé 3<sup>e</sup> échelon + 2 ans A.C.
- 3.9.72 — préposé 4<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

#### Baley Justin

- 3.9.72 — préposé 1<sup>er</sup> échelon + 5 ans A.C.
- 3.9.72 — préposé 2<sup>e</sup> échelon + 3 ans A.C.
- 3.9.72 — préposé 3<sup>e</sup> échelon + 1 an A.C.
- 3.9.73 — préposé 4<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

#### Bayer Salissou

- 3.9.72 — préposé 1<sup>er</sup> échelon + 2 ans 6 mois 2 jours A.C.
- 3.9.72 — préposé 2<sup>e</sup> échelon + 6 mois 2 jours A.C.

#### Amadou Mériça

- 3.9.72 — préposé 1<sup>er</sup> échelon + 2 ans 2 mois 13 jrs. A.C.
- 3.9.72 — préposé 2<sup>e</sup> échelon + 2 mois 13 jours A.C.

#### Ouro Djobo et Malou Sylvestre

- 3.9.72 — préposés 1<sup>er</sup> échelon + 2 ans 8 mois 12 jours A.C.
- 3.9.72 — préposés 2<sup>e</sup> échelon + 8 mois 12 jours A.C.
- 21.12.73 — préposés 3<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

#### Adolehoume Charles

- 3.9.72 — préposé 1<sup>er</sup> échelon + 4 ans 1 mois A.C.
- 3.9.72 — préposé 2<sup>e</sup> échelon + 2 ans 1 mois A.C.

3.9.72 — préposé 3<sup>e</sup> échelon + 1 mois (ancienneté conservée)

#### Kondine A. Théodore

- 3.9.72 — préposé 1<sup>er</sup> échelon + 2 ans 8 jours A.C.
- 3.9.72 — préposé 2<sup>e</sup> échelon + 8 jours (ancienneté conservée)

#### Boukari Ali

- 3.9.72 — préposé 1<sup>er</sup> échelon + 3 ans 15 jours A.C.
- 3.9.72 — préposé 2<sup>e</sup> échelon + 1 an 15 jours A.C.
- 18.8.73 — préposé 3<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 305-MFP du 2-5-74 — M. Boccovi Félix Aunélien, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui a subi avec succès les épreuves d'un examen de fin d'études option stage B-production de documents audio-visuel de l'école normale supérieure de Saint-Cloud, est élevé au 4<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> février 1973.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 313-MFP du 6-5-74 — M. Bassari Ebiam Joachim, secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, qui a suivi un stage de 18 mois à l'institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Nice



(France) est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 16 juillet 1973.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

### Revision de situations administratives

Arrêté n° 320-MFP du 6-5-74 — La situation administrative de M. Pekelissa Germain, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement est reprise comme suit pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1967 :

#### Cadre de moniteur (catégorie D)

- 1.7.67 — moniteur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- 1.7.69 — moniteur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 550)

#### Cadre d'instituteur-adjoint (catégorie C)

- 1.1.71 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon indice 550 (A.C. 1a 6m)
- 1.7.71 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. : néant
- 1.7.73 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde, pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 297-MFP du 30-4-74 — La situation administrative de M. Sossah Dagobert Emmanuel, secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale est reprise comme suit :

- 1-6-58 — Commis des services administratifs contractuels
- 1-10-63 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 5 ans 4 mois A.C.
- 1-10-63 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 3 ans 4 mois A.C.
- 1.10.63 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1 an 4 mois A.C.
- 1-6-64 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon — A.C. néant.
- 1-6-66 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- 1-6-68 — secrétaire d'administration principal 1<sup>er</sup> échelon
- 1-6-70 — secrétaire d'administration principal 2<sup>e</sup> échelon
- 1-6-72 — secrétaire d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

### Absences irrégulières

Décision n° 661-MFP du 25-4-74 — Est constatée pour compter du 24 novembre 1973, l'absence irrégulière de son poste de M. Agossou Jean, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service au C E G de Kévé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit aucun traitement.

Décision n° 677-MFP du 30-4-74 — Est constatée pour compter du 25 mars 1974, l'absence irrégulière de son poste de M. Akakpo Kinvitokouï Lancelot, instituteur

adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service au collège d'enseignement général d'Aklakor.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

### Abaissement d'échelon

Arrêté n° 298-MFP du 30-4-74 — M. Lawson Gédéon, agent de constatation de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des douanes, en service à Lomé, est abaissé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour manquements graves à ses obligations professionnelles pour compter du 18 avril 1974 — A.C. 2 ans 3 mois 17 jours.

Arrêté n° 299-MFP du 30-4-74 — M. Kouwonou Emmanuel, agent de constatation de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des douanes, en service à Lomé, est abaissé au 1<sup>er</sup> échelon de son grade pour manquements graves à ses obligations professionnelles pour compter du 18 avril 1974 — A.C. : 2 ans 9 mois 17 jours.

Arrêté n° 300-MFP du 30-4-74 — M. Tounou Emmanuel, contrôleur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des douanes, en service à Lomé, est abaissé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour manquements graves à ses obligations professionnelles pour compter du 18 avril 1974 — A.C. : 1 an 5 mois 7 jours.

Arrêté n° 301-MFP du 30-4-74 — La sanction de retard à l'avancement d'un an est infligée à M. Mihesso Emmanuel, assistant d'hygiène d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique pour faute grave en service.

Le présent arrêté a effet pour compter du 19 avril 1974.

### MINISTERE DE L'INFORMATION

ARRETE N° 12 — Minfo du 15 mai 1974 portant attributions du directeur général adjoint de l'Editogo.

LE MINISTRE DE L'INFORMATION, PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EDITOGO

Vu la loi n° 61-36 du 23 novembre 1961 portant création de l'Etablissement National des Editions du Togo « EDITOGO » ;

Vu le décret n° 74-8 du 21 janvier 1974 ;

Vu le décret n° 62-13 du 19 janvier 1962 fixant les modalités d'application de la loi n° 61-36 du 23 novembre 1961 ;

Vu le décret n° 63-105 du 23 août 1963 portant modification du décret n° 62-13 du 19 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 3-Minfo du 23 mai 1972 portant création d'un poste de directeur général adjoint à l'EDITOGO ;

Vu l'arrêté n° 5-Minfo du 23 mai 1972 portant nomination d'un directeur général adjoint à l'EDITOGO ;

Vu le procès-verbal n° 13-PV-PCAE du 6 décembre 1973 de la commission spéciale du conseil d'administration de l'EDITOGO ;

Vu les nécessités du service,

### A R R E T E :

Article premier — Le directeur général adjoint est placé sous l'autorité directe du directeur général dont il est le collaborateur le plus proche.



Art. 2 — A ce titre, il reçoit les attributions ci-après :

— Il est en prise directe avec les chefs de service ;  
— Il assume des fonctions de gestion (budget, prévisions, politiques, contrôle de gestion) et d'administration relatives à la production et à la commercialisation ;

— Il contrôle la bonne marche des fabrications à l'atelier dans les meilleures conditions de productivité et de fiabilité ;

— Il est chargé des problèmes administratifs relatifs à la production et à la fabrication ;

Il est appelé à :

— contrôler l'activité des différents secteurs ;  
— aider les chefs de section à respecter les programmes de fabrication et les prix de revient ;  
— s'assurer que les normes de qualité des produits sont atteintes ;

— mettre en place les dispositifs de contrôle nécessaires ;  
— contrôler la gestion et les procédures correspondantes, dans le cadre des budgets fixés.

Art. 3 — Le directeur général adjoint est tenu de faire un rapport écrit hebdomadaire au directeur général.

Art. 4 — Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1974

Yao Kounalé Eklo

## MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

**ARRETE N° 7-MER-FC du 8 mai 1974 portant modification de l'arrêté n° 6/MER/EF du 28 mai 1966 portant réorganisation du service des eaux et forêts.**

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE,

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;  
Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;  
Vu l'ordonnance n° 5 du 26 janvier 1968 portant création de la circonscription administrative de Sotouboua ;  
Vu l'ordonnance n° 7 du 22 février 1969 portant création de la circonscription administrative de Vogan ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 8 mai 1974 portant création de la circonscription administrative de Badou ;  
Vu le décret n° 65-148 du 18 septembre 1965 portant création de régions économiques au Togo ;  
Vu l'arrêté n° 6-MER-EF du 28 mai 1966 portant réorganisation du service des eaux et forêts ;  
Sur proposition du directeur des forêts et chasses,

### ARRETE :

**Article premier** — Le service national des forêts et chasses est divisé en cinq (5) inspections forestières, à savoir :

— L'inspection forestière de la région maritime comprenant les circonscriptions forestières de Lomé, Tsévié, Anécho, Vogan et Tabligbo, ayant son siège à Lomé.

— L'inspection forestière de la région des plateaux comprenant les circonscriptions forestières de Nuatja, Atakpamé, Klouto, Amlamé, Badou ayant son siège à Atakpamé.

— L'inspection forestière de la région centrale comprenant les circonscriptions forestières de Sotouboua, Sokodé, Bassari et Bafilo, ayant son siège à Sokodé.

— L'inspection forestière de la région de la Kara comprenant les circonscriptions forestières de Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda et Kandé, ayant son siège à Lama-Kara.

— L'inspection forestière de la région des savanes comprenant les circonscriptions forestières de Dapango et Mango, ayant son siège à Dapango.

Art. 2 — Chacune des circonscriptions forestières énumérées à l'article premier ci-dessus correspond à une circonscription administrative.

Art. 3 — Le directeur des forêts et chasses est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 mai 1974

D.S. Fofana

## Nomination

Arrêté n° 6-MER-DGER du 30-4-74 — M. Sant'Anna Racim, ingénieur de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon d'agriculture, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, contrôleur technique des fermes d'Etat (Programme palmier à huile et anacardières).

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 20 — article 15 — paragraphe 2 du budget général.

## Rectificatif

**RECTIFICATIF du 9-5-74 à l'arrêté n° 6-MER-DGER du 30-4-74 portant nomination.**

Au lieu de :

M. Sant'Anna Racim, ingénieur de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon d'agriculture est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, contrôleur technique des fermes d'Etat (programme palmier à huile et anacardières).

Lire :

M. Sant'Anna Racim, ingénieur de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon d'agriculture est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, contrôleur technique des Programmes agricoles spécifiques d'Etat.

Le reste sans changement.

## DIVERS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Intérim

Arrêté n° 62-INT-STCS du 6-5-74 — Durant l'absence de M. Emmanuel Biliohena, chef de la circonscription administrative de Niamtougou, son intérim à la tête de cette circonscription sera assuré cumulativement avec ses fonctions actuelles par M. Etienne Takpa Boutoura, chef de la circonscription administrative de Pagouda.

## MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

## Rôles

Arrêté n° 157-MFE-AI du 29/4/74 — Sont pris en charge les rôles de régularisation 1974 ci-après :

## BUDGET GENERAL

24 Sotouboua Taxe progressive	14.107
Sokodé Taxe progressive ..	123.050
Bafilo Taxe progressive ..	3.585
Bassari Taxe progressive ...	2.998
Lama-Kara Taxe progressive	113.898
Niamtougou Taxe progressive	5.532
Pagouda Taxe progressive...	1.230
Kandé Taxe progressive .....	9.674
Mango Taxe progressive ..	24.253
Dapango Taxe progressive..	53.033
	351.360

Arrêté n° 155-MFE-AI du 29/4/74 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1975 ci-après :

## BUDGET GENERAL

17 Lomé Taxe progressive ..	62.977.603
Taxe progressive (CF) ..	9.330.064
	72.307.667
18 Lomé Taxe progressive ...	17.411
BIC .....	1.054.370
	1.071.781
19 Lomé Taxe progressive ...	427.120
BIC .....	1.136.188
	1.563.308
	74.942.756

## BUDGET COMMUNAL

17 Lomé Taxe civique ....	3.807.025
18 Lomé Taxe civique ....	8.700
19 Lomé Taxe civique .....	52.400
20 Lomé Patentes .....	333.704
Ca/patentes .....	62.531
	396.235
21 Lomé patentes .....	62.480
	4.326.840
	79.269.596

Arrêté n° 156-MFE-AI du 29/4/74 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1973 ci-après :

## BUDGET GENERAL

22 Tsévié Taxe progressive ....	28.295
Anécho Taxe progressive .....	78.059
Vogan Taxe progressive .....	330
Tabligbo Taxe progressive ..	3.295
	109.979
23 Palimé Taxe progressive .....	310.288
Nua'tja Taxe progressive .....	3.465
Atakpamé Taxe progressive	109.080
Akposso Taxe progressive ...	4.890
	427.723
	537.702

## NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Gavi Adovi Cyrille, adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, survenu le 6 mars 1974.

## SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 31 MARS 1974 (En frs cfa)

## ACTIF

— DISPONIBILITES EN DEHORS DE LA ZONE D'EMISSION	
Billets de la zone franc .....	959.097.727
Correspondants en France .....	161.158.369
Trésor Français .....	53.357.868.061
— AUTRES CREANCES ET AVOIRS EN DEVICES CONVERTIBLES	915.040.775
— FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	17.615.209.933
FMI — Tranche Or .....	6.785.587.661
FMI — Droits de tirage spéciaux détenus ..	10.829.622.272
— DISPONIBILITES DANS LA ZONE D'EMISSION	5.021.882
— EFFETS ESCOMPTEES	100.515.184.735
Effets à court terme .....	75.981.996.235
Obligations cautionnées .....	23.118.142
Effets à moyen terme (1) .....	24.510.070.358
— EFFETS PRIS EN PENSION	1.180.000.000
Effets à court terme .....	1.180.000.000
Obligations cautionnées ..	—
— TRESORS OUEST-AFRICAINS DECOUVERTS EN COMPTE COURANT	1.214.000.000
— OPERATIONS POUR LE COMPTE DES TRESORS OUEST-AFRICAINS	214.888.507
Accords de paiement .....	5.000.000
FMI convention du 4-12-69 .....	209.888.507
— TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS (moins amortissements)	1.902.874.267
— COMPTES D'ORDRE ET DIVERS .....	6.002.271.725
	184.042.615.931

## PASSIF

— BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION	119.380.309.894
— COMPTES COURANTS CREDITEURS	
Banques et Institutions étrangères .....	367.246.399
Banques et Institutions Financières Ouest-Africaines .....	
— Trésors Ouest-Africains .....	4.526.216.137
— Autres comptes courants et de Dépôts Ouest-Africains .....	29.106.866.375
— TRANSFERTS A EXECUTER .....	161.132.146
Fonds monétaire international .....	1.115.027.171
Allocations droits de tirage spéciaux .....	12.258.674.820
— CAPITAL ET RESERVES .....	3.916.000.000
— COMPTES D'ORDRE ET DIVERS .....	13.211.143.039
	184.042.615.931

(1) sur autorisation en cours de ..... 45.296.000.000

Le Directeur Général,

R. JULIENNE

## SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST . AU 30 AVRIL 1974 (En frs cfa)

ACTIF		PASSIF	
-- DISPONIBILITES EN DEHORS DE LA ZONE D'EMISSION		-- BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION	
Billets de la zone franc .....	483.323.672		115.629.871.584
Correspondants en France ...	59.006.102	-- COMPTES COURANTS CREDITEURS	
Trésor Français .....	58.619.386.882	Banques et Institutions étrangères	381.346.199
-- AUTRES CREANCES ET AVOIRS EN DEVICES CONVERTIBLES	917.991.383	-- Banques et Institutions Financières Ouest-Africaines	4.268.418.954
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	17.593.272.230	-- Trésors Ouest-Africains	
FMI -- Tranche Or .....	6.785.587.661	-- Autres comptes courants et de Dépôts Ouest-Africains	30.556.277.944
FMI -- Droits de tirage spéciaux détenus ..	10.807.684.569	-- TRANSFERTS A EXECUTER	239.761.807
-- DISPONIBILITES DANS LA ZONE D'EMISSION	4.521.677	Fonds monétaire international	394.154.255
-- EFFETS ESCOMPTES	90.355.534.615	Allocations droits de tirage spéciaux	12.258.674.820
Effets à court terme .....	66.890.309.919	-- CAPITAL ET RESERVES	3.916.000.000
Obligations cautionnées .....	2.046.000	-- COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	12.206.875.591
Effets à moyen terme (1) ....	23.463.178.696		
-- EFFETS PRIS EN PENSION	3.060.000.000		
Effets à court terme .....	3.060.000.000		
Obligations cautionnées			
-- TRESORS OUEST-AFRICAINS DECOUVERTS EN COMPTE COURANT	1.358.000.000		
-- OPERATIONS POUR LE COMPTE DES TRESORS OUEST-AFRICAINS	214.888.507		
Accords de paiement .....	5.000.000		
FMI convention du 4-12-69 .....	209.888.507		
-- TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS (moins amortissements)	1.910.825.282		
-- COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	5.274.630.804		
	179.851.381.154		179.851.381.154
(1) sur autorisation en cours de .....		Le Directeur général, R. JULIENNE	
	46.783.000.000		

## SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 31 MAI 1974 (En frs cfa)

A C T I F		P A S S I F	
-- DISPONIBILITES en DEHORS de la ZONE D'EMISSION		-- BILLETS et MONNAIES en CIRCULA- TION	
Billets de la Zone Franc .....	476.934.695		115.593.842.315
Correspondants en France .....	20.186.479	-- COMPTES COURANTS CREDITEURS	
Trésor Français .....	63.106.298.154	Banques et Institutions Etrangères	594.433.821
-- AUTRES CREANCES et AVOIRS en DEVICES CONVERTIBLES	926.073.677	-- Banques et Institutions Financières Ouest-Africaines	3.860.454.627
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	17.593.290.003	-- Trésors Ouest-Africains	31.483.602.958
FMI -- Tranche Or .....	6.785.587.661	-- Autres comptes courants et de Dépôts Ouest-Africains	320.183.080
F.M.I. -- Droits de tirage spéciaux détenus ..	10.807.702.342	-- TRANSFERTS A EXECUTER	947.592.234
-- DISPONIBILITES dans la ZONE D'EMISSION	75.427.502	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	12.258.674.820
-- EFFETS ESCOMPTES	87.286.962.040	Allocations droits de tirage spéciaux .....	3.916.000.000
Effets à court terme .....	62.046.237.030	-- CAPITAL ET RESERVES	12.455.120.140
Obligations cautionnées .....	1.363.277	-- COMPTES D'ORDRE ET DIVERS .....	
Effets à moyen terme (1) ....	25.239.361.733		
-- EFFETS PRIS en PENSION	3.012.127.000		
Effets à court terme .....	3.012.127.000		
Obligations cautionnées			
-- TRESORS OUEST-AFRICAINS DECOUVERTS EN COMPTE COURANT	917.000.000		
-- OPERATIONS POUR LE COMPTE DES TRESORS OUEST-AFRICAINS	214.888.507		
Accord de paiement .....	5.000.000		
FMI -- convention du 4/12/69 .....	209.888.507		
-- TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS (moins amortissements)	1.920.826.522		
-- COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	5.879.889.416		
	181.429.903.995		181.429.903.995
(1) sur autorisation en cours de :		Le Directeur Général, R. JULIENNE	
	47.035.000.000		

